

MOUSSA TOUATI (FRONT NATIONAL ALGÉRIEN)

La solitude d'un président de parti
qui n'aime pas la France

Aux locales en 2007, il ratisse large avec 836 305 voix, soit 11,29% de votants, ce qui le gratifie de 1 578 sièges devant... les islamistes de Hamas et le vieux FFS.

Moussa Touati nous reçoit à son siège, rue Tanger. Autant le calme que l'ambiance des lieux autorisent un entretien que nous désirions approfondi mais qui, très vite, tournera à une discussion à bâtons rompus. Pas seulement. Le plus souvent, les réponses du président du FNA prendront un air de confidences sur les sujets d'actualité.

Cinq ans après notre première rencontre-interview, le timbre de la voix est resté le même, la déclamation de ses convictions n'a pas changé d'un iota même si le poids des ans a peut-être aigri un peu le propos. A aucun moment, il ne lèvera le doigt accusateur, ne se laissera encombrer par le sujet des «dissidents ou redresseurs» qui le contestent. A peine s'il esquisse un sourire entendu signifiant qu'il n'accorde pas une once de crédit aux contestateurs. Il faut dire que l'ancien membre fondateur de l'Office national des enfants de chouhada (Onec) se pose comme le pivot central autour duquel tout gravite : décisions engageant le parti et militants. Aux consultations locales de 2002 (APC-APW), coup de tonnerre dans un ciel plein d'incertitude post-décennie sanglante. A la surprise générale, un parti, inconnu jusque-là, raffe la mise (en dehors du FLN et du RND bien évidemment) par rapport aux autres concurrents et non des moindres. Il compte pour lui

350 000 électeurs (4,09% de votants), c'est-à-dire 36 APC sur 553.

Aux législatives, ce sera pour lui 8 députés. De facto il se pose comme troisième force politique du pays ! Le vent en poupe, le FNA de Moussa Touati récidive. Aux locales en 2007 il ratisse large avec 836 305 voix, soit 11,29% de votants qui le gratifient de 1578 sièges devant les islamistes de Hamas et le vieux FFS. Avec 13 élus à l'Assemblée nationale (4,18 % - 239 563 voix), c'est l'euphorie durant deux mandats pour le Front national algérien et pour son président une période faste marquée par une sur-médiatisation à la télé comme dans la presse écrite. Cela inaugure le phénomène de migration (qui sera décrié par la suite) des militants d'autres partis vers le FNA à la recherche de postes et d'avantages. Mais les certitudes du parti gagnant vont connaître leurs premières lézardes en 2012, conséquences de l'invalidation du 3^e Congrès suite au conflit créé par des dissidents.

C'est une année charnière qui marquera la dégringolade du parti dans les divers scrutins. Dès lors, il est en 5^e position dans les locales, perdant 658 sièges et plus de la moitié des voix par rapport à 2007, c'est-à-dire près de 490 000 ! En nombre de députés, il n'est plus qu'à 9 élus. De quoi faire perdre le moral au candidat Moussa Touati. D'ailleurs, à la présidentielle, ce n'est guère la joie non plus. En 2009, s'il score à 2,31% (330 570 voix), il chute lourdement en 2014 avec un taux de 0,56%, soit à peine 56 154 voix. C'est à croire que plus rien ne va au FNA. La chute dans les abysses électorales de ce jeune parti se



Par Brahim Taouchichet

quoi demande-t-il des garanties au président et non un arbitrage international ?» «Il a certainement des choses à se reprocher dans sa guerre avec Bouchouareb. C'est un conflit entre le clan du ministre de l'Industrie et celui de 27 hommes d'affaires représentés par Rebrab.» Et d'ailleurs, selon notre interlocuteur, pour prévenir toute mauvaise surprise, le ministre du Commerce a donné licence au groupe Mazouz d'importer le sucre et l'huile, marché sur lequel Cevital était dominant. Il reste que l'ex-frondeur des enfants de chouhada affiche ouvertement ses inquiétudes sur les forces d'argent qui ont accaparé le pouvoir politique et qui vont faire main-basse sur le Trésor public. Et d'ailleurs, dit-il, ces patrons dont l'émergence remonte à l'époque du FIS ont plus d'argent que «khazinet edaoula» ?

Péremptoire, Moussa Touati n'hésite pas à dire : «Nous sommes désormais dans une société de riches et de pauvres.» Et : «Le patronat fera travailler les Algériens pour une bouchée de pain, on reviendra aux temps du *khamès* et si la situation du pays tourne au vinaigre les riches prendront leurs valises et s'en iront comme sont partis les pieds noirs.» A cette logique financière, le président du Front national algérien s'attarde sur une autre, à caractère politique celle-là, en rapport avec les conséquences du pouvoir dans l'affaire Madani Mezrag. «Il a été invité au dialogue national, il a de ce fait tous les droits civiques et donc le droit de créer son parti, mais le pouvoir a peur.»

Nous lui faisons remarquer qu'on ne le voit plus activer aux côtés de l'opposition de la CNCTD ou de l'instance de suivi et de consultation de l'opposition. Amer, Moussa Touati, 60 ans, nous dira sans plus d'explications qu'il s'est retiré depuis qu'il a été trahi par le RCD...

Seize ans après la fondation du FNA (1999), il se positionne en tant qu'observateur de la scène politique ! Il dit travailler désormais dans la construction du parti dans la perspective des élections de 2017 dans lesquelles il fonde l'espoir d'un scrutin transparent grâce à la carte nationale d'identité biométrique. Une garantie. «Ce sera aux machines de sortir les élus.» Il restera l'écueil du Code communal qui infantilise les élus locaux qui ne peuvent faire face au chef de daïra ou au wali et en sont réduits ainsi à courir derrière des avantages matériels, dit-il.

A la décharge du FNA, il faut rappeler que ce parti s'est farouchement opposé à ce Code, voté finalement à l'arraché par l'Assemblée nationale en dépit du sit-in de protestation tenu face à l'hémicycle. Le FNA dispose de 500 APC. Pour faire de la figuration ? C'est d'ailleurs ce qu'on reproche à l'opposition, réduite, à son corps défendant, à être un alibi démocratique pour un système qui joue des bras. De plus en plus...

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com

poursuivra-elle avec les nouveaux rendez-vous électoraux dans deux ans ? Serait-elle inexorable ? Cependant, à cette descente aux enfers il oppose ses récriminations récurrentes au demeurant quant aux complots dont serait victime sa formation pour laquelle il nourrit d'autres ambitions. Dans son insondable modestie, le président du FNA veut faire pourtant contre mauvaise fortune bon cœur, veut rester bon joueur et fair-play face à des scores qu'il ne considère en aucun cas comme réels et un désaveu de son engagement juste et promoteur de jours meilleurs.

A se demander si cette attitude ne reflèterait pas un caractère forgé dans son parcours et sa détermination à ne pas céder à la panique dans les situations de crise et de considé-

rer que ce ne sont là que des incidents de parcours. Il est indéniable que le poids de tout parti politique est à jauger à l'aune de sa popularité que traduisent les urnes à la faveur de chaque rendez-vous avec les électeurs.

La cote de Moussa Touati, à travers le FNA, plus que tout autre, est symptomatique de la précarité de la vie des partis politiques et des turbulences déstabilisatrices du fait même d'un environnement politique hostile au pluralisme et au libre exercice démocratique qui favorise plutôt l'immobilisme au profit du système régnant. Complot, truchage des élections ne cessera-t-il de répéter. «On perd des sièges parce qu'on a été les premiers à appeler voter bulletin blanc et dénoncer la fraude.» Aux dernières présidentielles il y a eu «19% de votants au lieu de 50,7% comme il a été affiché officiellement», affirme-t-il. Le FNA est-il réellement mis sous pression, ce qui expliquerait le net recul dans les urnes ? Puis Moussa Touati sort l'artillerie lourde pour tirer sur «França», «source de tous mes mal-

heurs» et n'hésite pas à sauter de plain-pied sur le terrain des relations compliquées de l'Algérie avec l'ex-colonisateur. A noter au passage, que ce soit dans son bureau ou dans le hall de l'étage, les

affiche grand format de la déclaration du 1^{er} Novembre 1954. «Toutes nos déconvenues viennent de la France», dit-il sans sourciller. Et, pour mieux enfoncer le clou et répondre à notre regard interrogateur, il lance dans un souffle : «Tous les ministres du gouvernement sont recommandés par la France.» En d'autres termes, il ne faut pas s'attendre à ce que le FNA soit au pouvoir. Mais faisons- nous remarquer, tout parti d'opposition ne milite-t-il pas pour prendre le pouvoir ? Force est de constater qu'il n'y a à ce propos aucune stratégie de la part du FNA qui chercherait bien plus à survivre. Il poursuit sa diatribe : «C'est "França" qui a dicté à Chadli le pluralisme, qui a ordonné à l'Algérie d'exploiter le gaz de schiste.» Puis il nous fait le constat — sans appel — de celui qui est très au fait de l'état

symptomatique du pays : «Nous vivons aujourd'hui sous protectorat américain après le protectorat français depuis la chute du mur de Berlin.» Le Sénat, dont les élections auront lieu dans deux mois ? La configuration des militants du FNA du fait de son éparpillement ne pousse pas à présenter de fait un candidat. Mais Moussa Touati ne rate pas l'occasion de tirer à boulets rouges sur «une institution qui ne travaille pas en faveur des intérêts du peuple».

C'est-à-dire ? C'est moi qui ai proposé au président Zeroual la création du Sénat dont le rôle sera la protection de l'élu et non couvrir l'Assemblée nationale (l'APN), un régulateur et non une soupape pour l'Exécutif», dit-il. Et dans sa verve subite : «L'Algérie est à genoux !» lâche-t-il, apparemment abusé par tant de désillusions politiques. Il ne veut pas aussi se laisser tromper par les grands sujets qui agitent la scène politique nationale.

Connu pour ses sorties intempestives, il donne l'impression d'un sniper et tire sur toute décision du gouvernement qui ne rentre pas dans ses vues. Pas une ou quelques-unes, toutes ! Et cela dans un grand fracas médiatique... sans lendemain pour autant. Il s'insurge contre la victimisation du patron de Cevital, Issad Rebrab. Son explication est basique : «Pourquoi, lui, a-t-il facilement accès aux crédits et pas d'autres ? Pour-

Plus dure sera la chute en 2012 qui amorce la dégringolade du jeune parti.

«Je paye pour mon engagement contre la fraude.»

A la surprise générale, un parti, inconnu jusque-là, apparaît comme troisième force politique après le FLN et le RND devançant Hamas et le vieux FFS.

«Je me contente du statut d'observateur de la scène politique nationale.»